

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Agitation-sous-le-soleil-de-Caracas>

Agitation sous le soleil de Caracas

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : mercredi 5 mai 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Marcela Escribano

[Alternatives](#), le 28 avril 2004,

Je suis débarquée à Caracas, au Venezuela, sous un soleil de plomb au début d'avril. Plus que jamais, la ville grouillait dans tous les sens, avec quelque deux cents représentants des mouvements sociaux des quatre coins de la planète invités à participer à une série d'activités publiques. Parmi celles-ci, la Deuxième rencontre internationale de solidarité avec la révolution bolivarienne, dont la tenue voulait commémorer l'anniversaire du coup d'État manqué contre le président Hugo Chávez, le 11 avril 2002. Ce dernier avait été démocratiquement élu en décembre 1998, puis réélu en juillet 2000.

Il y a quelques semaines, les tensions ont repris au Venezuela, au rythme des manifestations anti-Chávez qui se sont de nouveau succédées. L'oligarchie, les milieux de la finance et les mieux nantis, appuyés par les États-Unis, essaient toujours d'en finir avec ce gouvernement qui les dérange depuis son arrivée au pouvoir, il y a cinq ans. Dès son entrée en poste, Chávez a mis en place une série de réformes en faveur des plus démunis ainsi que des lois plus sévères afin de contrecarrer l'évasion fiscale qui caractérisait jusqu'alors le pays. Une loi controversée visait d'ailleurs à reprendre le contrôle de la principale compagnie productrice de pétrole du pays. Mais la « révolution bolivarienne » n'a pas plu à tout le monde.

Aux dernières nouvelles, il manquait un peu plus de 600 000 signatures pour convoquer un référendum « révocatoire » afin de mettre un terme au mandat du président Chávez. Un article de la nouvelle Constitution vénézuélienne prévoit en effet la possibilité de tenir un référendum sur la révocation du président, si au moins 20 % de l'électorat en fait la demande. Cette nouvelle mesure représente un des changements constitutionnels majeurs que Chávez a apporté depuis sa prise de pouvoir. Après une première tentative qui a échoué en septembre dernier, le processus de revalidation des signatures était prévu cette fois-ci du 18 au 22 mars, mais il a été reporté à une date ultérieure. Les négociations se poursuivent toujours.

Outre l'argent et l'appui de la puissance américaine, l'oligarchie vénézuélienne compte sur une arme redoutable dans leur lutte anti-Chávez : les médias. Elle possède 95 % des stations de radio et de télévision et jouit d'un quasi-monopole sur la presse écrite. Jamais, dans l'histoire de l'Amérique latine, le recours à ces outils d'information pour renverser un gouvernement n'a été aussi direct. Tous les jours, inlassablement, ces médias ont joué et jouent encore un rôle majeur dans l'opposition radicale au président Chávez et incitent à la violence pour déstabiliser et renverser le gouvernement.

Le Venezuela est le cinquième pays producteur de pétrole au monde. Quatre-vingts pour cent des Vénézuéliens vivent sous le seuil de pauvreté. Dans les rues de la capitale, Caracas, des milliers de petits commerçants tentent tant bien que mal de vivre du secteur informel, comme 54 % de la population, vendant toutes sortes de produits à même leurs kiosques improvisés. Dans cette ville entourée des suburbios, l'équivalent des favelas du Brésil, habitent presque 75 % des 5 millions d'habitants de Caracas.

Beaucoup de Vénézuéliens qui appartiennent à ces classes défavorisées font confiance à Chávez. Ils espèrent que les changements profonds qui s'opèrent présentement dans leur pays parviendront à enrayer une fois pour toute les iniquités sociales qui caractérisent tant la société vénézuélienne.

Scandant « Ils ne reviendront pas ! », en faisant référence aux putschistes, une grande partie de la population vénézuélienne se mobilisent tous les jours pour faire avancer leur révolution bolivarienne.

* L'auteur est chargée de projets pour l'Amérique latine à Alternatives.